

**Université de l'Amitié des Peuples de Russie Patrice Lumumba (RUDN),
Russie, Moscou**

Email : sidibe97@list.ru

FACTEURS INFLUENÇANT LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE LA GUINÉE

Dans cet article, nous analysons les principaux facteurs influençant les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement, avec un accent particulier sur la République de Guinée. Malgré les défis sociopolitiques, la Guinée possède un potentiel économique considérable, soutenu par ses riches ressources naturelles, ses terres agricoles inexploitées et son secteur énergétique en plein essor. L'étude met en évidence les principaux moteurs d'investissement du pays, notamment la richesse minérale, le potentiel hydroélectrique et la diversité agricole. Elle examine également les récentes réformes entreprises en Guinée pour améliorer le cadre réglementaire, telles que la révision du Code des investissements et le renforcement du rôle de l'Agence de promotion des investissements (APIP). Néanmoins, des obstacles persistants tels que l'instabilité politique, les infrastructures sous-développées, la corruption et le manque de main-d'œuvre qualifiée continuent d'entraver la pleine réalisation du potentiel des IDE. La conclusion de l'article souligne l'importance de renforcer les institutions, d'améliorer la gouvernance et d'investir dans les infrastructures pour transformer...

This article analyzes the main factors affecting foreign direct investment (FDI) in developing countries, with a special focus on the Republic of Guinea. Despite socio-political challenges, Guinea has significant economic potential, aided by rich natural resources, undeveloped agricultural land and a rapidly developing energy sector. The study highlights the country's key investment drivers, including mineral wealth, hydropower potential and agricultural diversity. It also reviews recent regulatory reforms undertaken in Guinea to improve the legal and regulatory framework, such as the revision of the Investment Code and the increased role of the Investment Promotion Authority (APIP). Nevertheless, persistent obstacles such as political instability, poor infrastructure, corruption and lack of skilled workers continue to hinder the full realization of FDI's potential. The importance of institutional strengthening, improving governance, and investing in infrastructure for transformation is emphasized in the conclusion of the article.

Mots-clés : Investissements directs étrangers, Guinée, développement économique, climat d'investissement, ressources naturelles, gouvernance, infrastructures.

INTRODUCTION :

Les investissements directs étrangers (IDE) sont l'un des principaux moteurs du développement économique des pays en développement. Ils fournissent non seulement du capital, mais aussi des transferts de technologies et de compétences, et favorisent l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Cependant, les flux d'IDE sont fortement influencés par un ensemble de facteurs économiques, politiques, institutionnels et géographiques. La République de Guinée, située en Afrique de l'Ouest,

constitue un sujet d'étude pertinent en raison de ses énormes ressources naturelles et de ses récentes réformes économiques, mais aussi des problèmes auxquels elle continue de faire face en matière de gouvernance, d'infrastructures et de stabilité politique.

Dans cet article, nous tentons d'identifier et d'analyser les principaux facteurs influençant les IDE en Guinée, en mettant en évidence les atouts de son économie, ses secteurs de croissance et la richesse de ses ressources naturelles. Objectif : sur la base de l'analyse de l'activité d'investissement en Guinée, identifier les facteurs clés qui influencent l'attraction des investissements dans le pays.

Potentiel économique et secteurs de croissance :

La Guinée possède un potentiel économique considérable, encore insuffisamment exploité, et suscite un intérêt croissant de la part des investisseurs étrangers. L'économie guinéenne connaît d'importantes transformations, notamment grâce aux réformes structurelles menées depuis le début des années 2010 sous la direction des institutions internationales (FMI, Banque mondiale) et avec le soutien du gouvernement national.

a) Croissance économique soutenue :

L'économie guinéenne continue de croître malgré l'épidémie d'Ebola, l'instabilité politique et d'autres défis. La Banque mondiale rapporte qu'entre 2016 et 2021, la croissance annuelle réelle du PIB se situait entre 5 et 7 %. Les principaux moteurs de cette croissance sont les investissements dans les infrastructures, l'industrie minière et les grands projets hydroélectriques, tels que le barrage de Souapiti.

b) Secteurs prioritaires pour les investissements :

- **Industrie minière** : C'est le secteur le plus attractif pour les investisseurs étrangers. La production de bauxite, principale matière première pour la production d'aluminium, se classe au deuxième rang mondial après les réserves et l'extraction de bauxite en Guinée. De grandes multinationales comme Rio Tinto, Chinalco et Emirates Global Aluminium y réalisent déjà des projets d'investissement à grande échelle. En outre, l'infrastructure de transport (routes, chemins de fer, ports) se développe en lien avec la logistique du secteur extractif.

- **Agriculture** : La Guinée dispose d'environ 6,2 millions d'hectares de terres arables, dont moins de 25 % sont utilisés. Les investisseurs étrangers s'intéressent à la production agro-industrielle (riz, maïs, fruits tropicaux) ainsi qu'à la création d'entreprises de transformation. L'agriculture emploie plus de 80 % de la population, mais le potentiel du secteur reste largement inexploité.

- **Énergie** : Le potentiel hydroélectrique du pays est estimé à plus de 6 000 MW. Grâce à la mise en œuvre de projets tels que les barrages de Kaleta et de Souapiti, il devient possible de produire et de distribuer l'électricité nécessaire à l'industrialisation. Les perspectives dans les énergies renouvelables et l'exploration pétrolière offshore sont également prometteuses.

- **Technologies numériques et télécommunications** : La demande numérique croissante offre des opportunités d'investissement dans les secteurs des télécommunications, de la fintech, du commerce électronique, de l'éducation et de la santé.

Richesse en ressources naturelles :

La richesse naturelle de la Guinée est un atout majeur pour l'investissement. Les ressources naturelles représentent à la fois un énorme potentiel de croissance économique et des défis en matière de gestion durable.

a) **Ressources minérales :** La large gamme de minéraux de Guinée (bauxite, fer, or, diamants, uranium, calcaire) est souvent qualifiée de « scandale géologique ». Le projet Simandou, l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde, pourrait transformer l'économie du pays. Les entreprises internationales, notamment chinoises, russes et australiennes, sont très intéressées par ce secteur.

b) **Potentiel énergétique :** Le secteur le plus développé est l'hydroélectricité (potentiel > 6 000 MW), encore largement inexploité. Les barrages de Kaleta (240 MW) et Souapiti (450 MW), réalisés avec le soutien de la Chine, sont stratégiques. De plus, des gisements pétroliers sont présumés dans les zones offshore.

c) **Ressources en eau et forêts :** La Guinée dispose d'un riche réseau hydrographique, d'où son surnom de « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest ». Les forêts tropicales couvrent une grande partie du pays, offrant des opportunités d'écotourisme et d'utilisation durable des ressources forestières, y compris les produits non ligneux.

Agriculture et énergie : principaux secteurs de croissance durable

En plus de l'industrie minière, l'agriculture et l'énergie sont des secteurs importants qui peuvent contribuer au développement durable et à l'inclusion sociale.

a) Agriculture : un potentiel considérable insuffisamment réalisé

Le secteur agricole emploie plus de 80 % de la population active et représente environ 20 % du PIB. Mais la faible productivité, les technologies obsolètes et la faiblesse des infrastructures de transformation freinent le développement.

Atouts pour les investisseurs :

- Terres fertiles : environ 6,2 millions d'hectares de terres arables, utilisées à moins d'un quart.
- Diversité climatique : adaptée à diverses cultures (riz, manioc, café, fruits tropicaux).
- Accès régional : l'appartenance à la CEDEAO donne accès à plus de 350 millions de consommateurs.

Perspectives d'investissement :

- Développement de l'agrobusiness (production intensive, exportation, agro-industrie).
- Gestion des ressources en eau et construction de systèmes d'irrigation.

- Création d'installations de stockage, transport et transformation.
- Production d'intrants agricoles (semences, engrais, équipements).

Le Programme national d'investissement agricole (NAIP) et d'autres programmes publics visent à attirer des partenaires étrangers et à transformer structurellement le secteur.

b) Énergie : secteur stratégique pour l'industrialisation

Le développement des infrastructures énergétiques est une priorité politique et une condition nécessaire à l'industrialisation et à l'amélioration des conditions de vie.

Ressources et projets clés :

- Hydroélectricité : seule une petite partie du potentiel (>6 000 MW) est utilisée. Projets clés : barrages de Kaleta (240 MW) et Souapiti (450 MW).
- Énergies renouvelables : fort potentiel solaire, possibilités de bioénergie en zones rurales.
- Pétrole offshore : travaux d'exploration en cours, base potentielle pour de futurs investissements.

Offres pour les investisseurs :

- Partenariats public-privé pour la construction de centrales hydroélectriques, solaires et thermiques.
- Solutions énergétiques décentralisées pour les zones rurales (mini-réseaux, installations solaires).
- Modernisation et extension des réseaux de distribution.
- L'amélioration de l'accès à l'énergie est considérée comme un outil important pour réduire les coûts opérationnels et créer de nouvelles zones industrielles.

Législation et incitations à l'investissement

La Guinée souffre depuis longtemps de problèmes structurels tels que la corruption, l'insécurité juridique et la bureaucratie. Néanmoins, des réformes significatives ont été menées pour attirer les IDE et accroître la sécurité juridique.

Code des investissements

Le Code des investissements de la Guinée, révisé en 2015, est l'instrument fondamental de régulation et de promotion des investissements, notamment étrangers.

Principaux objectifs :

- Promouvoir la création d'emplois locaux

- Faciliter le transfert de technologies
- Favoriser un développement régional équilibré
- Protéger les investisseurs tout en préservant les intérêts nationaux

Principales dispositions :

- Incitations fiscales : les entreprises agréées peuvent bénéficier d'exonérations de droits de douane, de TVA et d'impôt sur les sociétés pour une durée allant jusqu'à 8 ans, selon la zone et le secteur.
- Garanties juridiques : protection contre l'expropriation arbitraire, garantie de rapatriement des bénéfices et du capital.
- Liberté d'établissement : les investisseurs étrangers peuvent créer des entreprises seuls ou en partenariat avec des locaux.
- Clause de stabilité : le régime fiscal et douanier en vigueur au moment de l'investissement est garanti pour toute la durée du projet, assurant ainsi la prévisibilité nécessaire.

Le Code classe les investissements par zones géographiques (A, B et C), les incitations étant plus fortes pour les zones les moins développées.

Agence de promotion des investissements privés (APIP)

APIP-Guinée est un organisme public autonome placé sous la tutelle du ministère chargé des investissements. Créée pour améliorer l'environnement des affaires, elle joue un rôle stratégique dans la promotion, le soutien et la facilitation des investissements.

Principales missions :

- Accompagnement des investisseurs à toutes les étapes (enregistrement, autorisations, accès aux régimes préférentiels).
- Guichet unique pour la création d'entreprise : en moins de 72 heures, une entreprise peut être légalement enregistrée.
- Promotion internationale : participation à des forums d'affaires, partenariats avec les ambassades et chambres de commerce.
- Développement de zones économiques spéciales (ZES) pour stimuler la création d'entreprises industrielles ou technologiques avec des régimes d'incitation.

Réalisations notables :

- Réduction du délai moyen de création d'entreprise de 40 à 3 jours entre 2010 et 2020.
- Mise en place de portails numériques pour simplifier les procédures administratives.
- Accompagnement au montage de projets en PPP (partenariat public-privé).

Obstacles aux investissements étrangers en Guinée

Malgré ses atouts indéniables (abondance de ressources naturelles, réformes, potentiel énergétique et agricole), la Guinée fait face à plusieurs obstacles structurels qui freinent l'afflux d'IDE.

a) Instabilité politique et gouvernance : Depuis son indépendance en 1958, la Guinée a connu plusieurs changements de régime, souvent accompagnés de conflits sociaux, de transitions militaires ou d'élections contestées. L'instabilité politique nuit à la fiabilité et à la sécurité juridique nécessaires aux investisseurs étrangers.

- L'incertitude quant à la continuité des politiques économiques a été ravivée par les récents changements de pouvoir, y compris le coup d'État militaire de 2021.

- L'absence de dialogue politique et la polarisation peuvent affecter l'image du pays sur la scène internationale.

b) Infrastructures sous-développées :

- Transport : réseau routier en mauvais état, manque de chemins de fer modernes, infrastructures portuaires insuffisantes.

- Électricité : le pays souffre de fréquentes coupures d'électricité malgré les efforts.

- Télécommunications : le manque de service dans les zones rurales freine le développement d'une économie numérique inclusive. Ces contraintes augmentent les coûts opérationnels des entreprises.

c) Corruption et climat des affaires : Selon les rapports Doing Business et Transparency International, la corruption reste un obstacle majeur.

- Les procédures administratives peuvent être longues et opaques, avec des risques de pratiques illégales.
- Le système judiciaire manque d'indépendance, ce qui nuit à la confiance des investisseurs dans le règlement des litiges commerciaux.
- L'application insuffisante des règles de concurrence et les monopoles faussent l'accès équitable aux marchés.

d) Inadéquation entre la formation et la main-d'œuvre : Bien que la Guinée dispose d'une importante population jeune, son système éducatif ne forme pas une main-d'œuvre répondant aux besoins du marché.

- Manque de formation professionnelle et technique.
- Faible maîtrise du numérique et des langues.
- Difficulté à trouver des profils techniques locaux spécialisés, ce qui peut entraver les investissements dans les secteurs à haute valeur ajoutée.

Conclusion générale

La Guinée attire l'attention par la richesse de ses ressources minérales, son potentiel hydroélectrique impressionnant, son secteur agricole et la promotion des réformes de son cadre juridique, ainsi que par son ouverture croissante à l'économie internationale. Ces facteurs font de ce pays une destination attractive pour les investisseurs cherchant des rendements élevés à long terme.

Cependant, l'impact réel de ces atouts dépend encore de la capacité des autorités guinéennes à faire face aux défis persistants : gouvernance politique instable, infrastructures insuffisantes, faiblesse du développement institutionnel et problèmes de mise en œuvre effective des politiques publiques.

La Guinée doit prendre les mesures suivantes pour renforcer son attractivité à long terme :

- Renforcer son cadre législatif et réglementaire
- Investir dans les infrastructures fondamentales
- Promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption
- Améliorer la formation professionnelle et l'adéquation emploi-marché du travail

En résumé, les IDE peuvent devenir un puissant moteur de transformation pour la Guinée s'ils sont intégrés dans une stratégie de développement inclusive, durable et cohérente. Le pays peut devenir une destination attractive en Afrique, mais il doit désormais concrétiser son potentiel en conditions concrètes et durables.

Liste de la littérature et des sources :

1. Banque mondiale (2023). Aperçu de l'économie guinéenne.
<https://www.worldbank.org>

2. Fonds monétaire international (FMI). (2022). République de Guinée : Rapport des services du FMI au titre de l'article IV. <https://www.imf.org>
3. CNUCED (2023). Rapport sur l'investissement dans le monde 2023 : Investir dans l'énergie durable pour tous. <https://unctad.org>
4. APIP-Guinée (2023). Code d'investissement de la République de Guinée. <https://apip.gov.gn>
5. République de Guinée – Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. (2021). Programme National de Développement Économique et Social (PNDES II).
6. Transparency International. (2023). Indice de perception de la corruption 2023 – Guinée. <https://www.transparency.org>
7. Banque africaine de développement (BAD). (2023). Document de stratégie pays pour la Guinée 2022–2026. <https://www.afdb.org>
8. Ernst & Young. (2022). Programme Attractiveness Africa – Investir en Afrique 2022. <https://www.ey.com>
9. OCDE (2022). Examens de la politique d'investissement : Guinée. <https://www.oecd.org/investment>
10. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2022). Guinée : Profil pays – Rapport sur le développement humain. <https://hdr.undp.org>
11. Guineenews.org – Revue de l'actualité économique et politique guinéenne. <https://www.guineenews.org>
12. GIZ (Coopération allemande). (2021). Analyse du climat économique en Guinée.

13. Benassi & Martínez-Zarzoso (2019). Quels facteurs motivent l'investissement direct dans les pays en développement ? Preuves de l'Afrique de l'Ouest. *World Economy*, 42(10), 2756–2782.

14. RFI Afrique / Jeune Afrique – Analyse du contexte politique et des affaires en Guinée.